

# La guerre au Mali (la version longue)

---

## Comment la France défend son hégémonie en Afrique de l'Ouest

### 7 Février 2013: Prise de position de la section de 'Afrique-Europe-Interact au sujet de l'intervention militaire française au Mali (la version longue) par la sectionne européenne de Afrique-Europe-Interact

Plusieurs fois, nous, en tant que membres d'Afrique Europe Interact, avons pris la parole sur la multiple crise dramatique au Mali, entre autres à cause d'une „Marche Blanche“ de Mopti à Douentza<sup>1</sup>, initiée par la la section malienne d' Afrique Europe Interact (1). Dans ce sens, nous voulons maintenant prendre position sur les raisons politiques, économiques et militaires de l'intervention militaire au Mali, commencée par la France le 11 Janvier 2013 (2) . Nous voulons encore une fois souligner que nous étions, pendant les mois passés, en échange presque quotidien avec des activistes de notre réseau transnational au Mali. Ca nous a donné la chance de voir les conflits toujours aussi avec les yeux de la société civile malienne et comme ca éviter ou au moins diminuer quelques-unes des réductions, mécompréhensions, projections et vues eurocentriques qui sont normalement presque inévitables dans le discours européen.

#### **Premier signal d'espoir malgré la guerre**

Par l'intervention militaire, les occupants islamistes étaient chassés des grandes villes du nord, entre autres des trois villes centrales de Gao, Tombouctou et Kidal, pendant seulement quelques semaines. En principe, cette situation est un message tout à fait positif – dans ce sens, nous partageons la joie de beaucoup de gens au nord du Mali dont il n'y a apparemment aucune raison à douter qu'elle soit réelle. Quand même, l'Afrique-Europe-Interact est loin d'approuver l'opération militaire française: Tout d'abord parce que le risque d'escalation qui se pose dans toute intervention militaire n'est pas encore passé du tout, ca veut dire la danger d'une guerre de guérilla gérée par les islamistes qui produirait de la souffrance massive pour la population civile. En plus parce que la guerre évoque souvent des conséquences dramatiques, soit ca sous forme de traumatisations, de la destruction des économies locales ou des actes de viol – tous des aspects déjà faits remarqués en Novembre 2012 dans l'appel „Les femmes au Mali, dites NON à la guerre proxy!“, initiée par l'altermondialiste et ancienne ministre de la culture malienne, Aminata D. Traoré. Et finalement parce que la France n'agisse pas du tout pour des motivations humanitaires – décisifs étaient plutôt les intérêts politiques, économiques et militaires. Prenant ca en considération, c'était pas étonnant que la France, ensemble avec la CEDEAO et avec des forces de l'élite politique malienne qui était affaibli en Mars 2012 par la brève période du coup militaire, n'a fait aucun effort pour chercher une „solution malienne“ – n'importe si une telle solution serait à travers le dialogue civile ou à travers une mission restreinte d'„auto-défense“ de l'armée malienne. Ils ont fait le contraire: à travers des divers mesures de sanctions (après le soi-disant coup d'état) et d'autres interventions extérieures, on a ciblé à créer une situation apparemment sans alternatives, à la fin de laquelle il y avait la choix aberrante entre d'un côté l'assaut prétendu des islamistes sur Bamako et d'autre côté une intervention militaire sous le commandement français. Nous rejetons clairement cette fausse alternative, prenant en considération que les intérêts politiques, économiques et militaires, pas seulement de la France, mais aussi de pas mal de gouvernements en Afrique de l'Ouest, sont toutes évidentes.

#### **Les intérêts politiques, économiques et militaires**

S'il s'agit des intérêts des acteurs impliqués (surtout la France), on accentue surtout quatre aspects dans le discours en Europe: Premièrement la peur d'un soi-disant „Sahelistan“, ca veut dire d'un refuge pour des djihadistes islamistes. Dans beaucoup de textes, c'est indiqué clairement que pendant les 30 années passées, des groupes islamistes étaient souvent

volontairement encouragés par des services secrets entre autres occidentaux, ne parlant pas des relations néocoloniales de dominance et d'exploitation qui préparent le terrain pour le succès des islamistes – soit à travers l'agitation au sein de la population ou la non-existence des structures (de sécurité) étatiques, comme au Mali. Deuxièmement, on accentue souvent les intérêts économiques véritables, comme l'exemple bien connu de l'uranium ou d'autres ressources minérales, mais aussi d'autres domaines commerciales dans lesquelles des entreprises françaises sont impliqués.

Ces deux aspects sont aussi connectés avec des considérations fondamentales, comme par la „Station de Recherche sur la Fuite et la Migration“ qui a écrit le 1 Janvier sur son blog: „(...) la guerre au Sahara va créer des terrains régnés par la violence (...) qui sont essentielles pour la pénétration capitaliste de cette région. La sécurité pour l'extraction de l'uranium, pour les centrales solaires et pour l'extraction du pétrole au Sahara est seulement possible à travers le confinement.“ En plus, on mentionne régulièrement les intérêts militaires attachés aux intérêts économiques et politiques – ça correspond à la situation actuelle où il semble que la France cherche à s'installer avec une présence militaire permanente au Nord du Mali.

Toutes ces considérations sont importantes. Quand même, on constate que les arguments sont souvent réduits à une perspective géostratégique métropole pendant que les affrontements politiques au sein du Mali et de l'Afrique de l'Ouest ne sont pas mentionnés. Pour être plus précis: En Mars 2012, il y avait une sorte de coup militaire au Mali, improvisé par des rangs inférieurs, dans lequel Amadou Toumani Traoré (ATT), président de longue date, était fait tomber ensemble avec pas mal de son équipe gouvernemental gravement corrompu. Beaucoup des gens dans la population ont félicité le coup et le démarrage démocrate encouragé par cette situation pour au moins trois raisons: Premièrement parce que l'armée malienne, à cause de corruption de longue date, se trouvait dans des conditions tellement désolantes que les simples soldats n'étaient qu'envoyés au casse-pipe dans les batailles avec les rebelles touareg, entre autres rentrés de la Libye. Deuxièmement parce que le Mali, malgré la garantie de la liberté d'opinion et de réunion, n'était pas du tout ce genre de „démocratie modèle“ souvent présenté aux pays occidentaux. Ça ne signifie pas seulement les fichiers d'élection irrémédiablement dépassés et la participation de seulement 15 pourcents dans les dernières élections, mais aussi le fait qu'au parlement, on parle français malgré que au maximum un tiers de la population comprend le français. Et troisièmement parce que dans ce contexte, il y avait depuis longtemps des graves formes de corruption, de népotisme et de mauvaise gestion – avec des conséquences catastrophiques surtout pour la majorité de la population totalement appauvrie.<sup>3</sup> Brèvement: le coup n'avait pas terminé dans une dictature militaire comme on pouvait lire même dans certaines positions de la gauche politique. Le dynamisme de la participation massive de la base, libéré par le coup, doit plutôt être considéré dans le contexte des protestations et révoltes massives qui, depuis la fin de 2010, ont démarré des procès de transformation plus ou moins prometteurs, pas seulement au sud de l'Europe et aux pays arabes, mais aussi dans pas mal de pays subsahariens. Cette remarque ne change pas non plus à cause de la situation que en décembre 2012, les ex-putschistes, avec le soutien de presque toutes les forces politiques au Mali, ont pris le pas de renvoyer l'ancien premier ministre, Cheick Modibo Diarra, de sa position, après qu'on avait appris que ce-dernier s'avait massivement enrichi et en plus essayé de prendre le contrôle personnel sur des parties du militaire.

Quand même: Le changement véritable des rapports des forces politiques au Mali ne déplaisait pas seulement aux élites politiques du pays, mais aussi aux acteurs extérieurs: D'un côté beaucoup de gouvernements en Afrique de l'Ouest qui craignaient des effets d'imitation, d'autre côté la France qui était, pour des bonnes raisons, inquiétée du danger d'être affaibli dans sa dominance politique et économique au Mali et dans toute la région. En conséquence, le

démarrage du procès démocrate au Mali était déstabilisé massivement par ces acteurs depuis le début – la plupart du temps avec l'argument que le coup d'état avait destitué un gouvernement démocratiquement élu, mais sans ne dire aucun mot sur les impasses fondamentales de cette démocratie facade, sans ne donner aucun commentaire sur le fait que normalement, ces mêmes acteurs collaborent sans aucun problème avec toutes sortes de dictatures. En conséquence, un embargo totale de deux semaines était imposé sur le Mali directement après le putsch – avec l'effet directe de passes difficiles dans les approvisionnements pour la population normale. Deuxièmement, la coopération du développement était largement arrêtée par les pays industrielles jusqu'à ces jours. Troisièmement, le Mali était suspendu de l'Union Africaine pour plusieurs mois. Quatrièmement, des armes achetées légalement pour l'armée malienne étaient arrêtées dans des ports de l'Afrique de l'Ouest et seules libérées après que le gouvernement de transition malien officiellement approuvé une intervention militaire étrangère. Cinquièmement, l'ancien président du parlement, Diocounda Traoré, un homme de l'ancienne garde, était nommé président de transition avec l'aide du CEDEAO (qui se servait de menaces de nouvelles sanctions). Sixièmement, les rebelles du MNLA, qui avaient déjà confédéré avec les islamistes à ce temps, étaient soutenus au moins politiquement par la France et le Burkina. Et septièmement, il n'y avait presque aucun effort sérieux à soutenir les acteur(e)s politiques maliens en trouvant une solution vraiment malienne du problème.

Entretemps, les conséquences de cette politique étaient dramatiques: tout d'abord, l'armée malienne, qui n'aurait, quand même, probablement pas eu aucune chance, était encore plus affaibli pendant les semaines après le putsch de façon que c'était facile pour les rebelles séparatistes et islamistes de s'accaparer finalement du nord du Mali.

Il faudrait considérer ça si on regarde le point de vue toujours répété par les médias occidentaux selon lequel les putschistes étaient les responsables pour le déficit militaire – sans même prendre en considération ni les circonstances mentionnés, ni le fait que trois d'entre les quatre unités de combat stationnées au nord du Mali avaient entièrement rejoint les rebelles déjà au début des luttes en Janvier 2012. Mais aussi politiquement et économiquement, le démarrage du procès démocrate était massivement sous pression à cause de multiples manœuvres de sabotage qui venaient surtout de l'extérieur.

Prenant tout ça en considération, on devrait au moins comprendre pourquoi le 11 janvier 2013, un jour après le début de l'intervention militaire française, on pouvait lire un titre bizarre dans le journal quotidien français „Le Monde“ selon lequel le gouvernement malien soit protégé de l'influence des putschistes: „Le pouvoir malien sauvé des putschistes par le militaire français“. Car il devient évident que l'intervention a aussi pour but de prendre position dans le conflit interne au Mali pour éviter une émancipation démocrate à la base dans toute l'Afrique de l'Ouest qui aurait aussi des conséquences non-favorables pour la France. L'exemple le plus évident pour cet objectif étaient les réactions sur les „concertations nationales“, une sorte d'assemblée générale de tous les secteurs de la société Malienne qui devrait prendre l'initiative pour préparer des élections justes qui considèrent vraiment les intérêts de la majorité pauvre de la population. L'inauguration de ces concertations nationales était demandé par des grands secteurs de la société civile malienne depuis le putsch, mais saboté plusieurs fois par le président et le gouvernement d'intérim. A la place de cette initiative, un plan de transition promptement présenté – la soi-disante „Feuille de Route“ – était hâtivement décidé par le parlement. Malgré que un tel plan de transition devrait normalement être décidé par les concertations nationales qui, par conséquence, étaient finalement marginalisées (après que pendant les mois passés, ce plan était formulé en consensus dans des commissions initiées par toutes les forces parlementaires et de la société civile). La conclusion est évidente: Au moment la guerre joue le rôle principale, la question des élections est subordonnée par rapport à la

situation au nord – c'est un moment favorable pour les élites encore affaibli de se débarrasser vite de l'instrument des concertations nationales qui sont potentiellement dangereuses pour eux (parce qu'ils sont une forme de démocratie à la base)- encore plus comme l'Union Européenne à imposé la condition de prendre rapidement une telle décision avant qu'elle soit prête à libérer peu à peu les moyens financiers gelés.

En conséquence, ça n'étonne pas que depuis des semaines, il y a une véritable campagne de diffamation aux médias hégémoniales au Mali contre tou(te)s les protagonistes des concertations nationales (qui sont même identifié(e)s avec les islamistes du nord), autant que beaucoup des membres de l'état-major de l'armée malienne étaient marginalisés pendant l'intervention pendant que toutes les procédures de décision se passaient premièrement entre le premier ministre de transition malien, l'ambassadeur français au Mali et état-major français. Et comme les institutions internationales de finances ne doivent pas manquer dans une telle situation, il ne faudrait pas ignorer que le FMI, à la fin de la deuxième semaine de l'intervention, a aussi confirmé des nouveaux crédits pour la stabilisation de l'économie malienne, d'ailleurs avec des manœuvres de chantage similaires que ceux de l'Union Européenne.

### **Le conflit entre les Touareg et l'état central malien**

Le conflit entre des Touaregs au nord et l'état central malien, dégénéré régulièrement en violence depuis l'indépendance en 1960, a trouvé beaucoup d'attention en Europe entre le Mars et le Mai 2012, mais après était marginalisé par les discours sur le régime de charia islamiste. A tort, comme il le montrent pas seulement les exactions contre des populations touareg ou arabes qu'on a beaucoup considéré depuis le début de l'intervention. En effet, sans l'insurrection des mercénaires touaregs rentrés de la Libye, les islamistes, bien raciné(e)s au nord du Mali depuis à peu près 2003, ne pourraient jamais avancer vers le sud. En plus, une d'entre les trois groupes islamistes entre temps marginalisés – Ancar Dine – consiste premièrement de Touaregs malien(ne)s.

En conséquence, c'était pas étonnant que beaucoup de commentaires en Europe, aussi parmi des gens de la gauche politique, sont assez mal informés à cet égard ou prennent offensivement position au faveur des Touaregs, défendant leur „droit légitime d'autonomie“ – des fois avec des idées romantiques selon lesquelles les Touaregs soient des gens „fiers“ et „braves“ qui, depuis le colonialisme, défendent leur liberté nomade d'une façon persistante.

Quand même: Des tels romaticismes, originalement créés par des voyageurs d'expédition et des ethnologues occidentaux, ne servent à rien, surtout ils ne conviennent pas à l'histoire très complexe du conflit entre des Touaregs et l'état central malien, d'ailleurs aussi pas selon l'opinion de beaucoup de gens touaregs. Il faut quand même considérer au moins cinq points: Premièrement, seulement 32 % de la population du nord sont des Touaregs, comme ça on ne peut pas sérieusement parler de séparation ou d'autonomie – prenant aussi en considération que au cas du Mali, les frontières historiques et les frontières coloniales sont presque les mêmes et que depuis le royaume Malinké au 13ième siècle, une cohabitation multiethnique et multilingue est profondément racinée dans la culture de cette région. Deuxièmement, le MLNA ne trouve pas du tout le soutien majoritaire au sein de la population touareg au nord, en effet elle représente surtout les intérêts de seulement quelques clans touaregs dans la région de Kidal. Troisièmement, c'est un peu bizarre de parler de la discrimination dans un pays comme le Mali, justifiant cette remarque avec des informations des fois falsifiées sur le nombre d'hôpitaux, d'écoles etc. Quand même, la majorité de la population dans tout le pays est extrêmement appauvrie, tout d'abord à cause des conditions néocoloniales, mais aussi à cause de la corruption massive au sein des élites politiques qui, au nord, consistent surtout des leaders touaregs qui appartiennent en même temps aux dirigeants de la dernière insurrection. Quatrièmement, les Touaregs ne sont pas du tout les seuls éleveurs nomades qui, après

l'idépendence, étaient confronté(e)s avec des restrictions au faveur des agriculteurs/agricultrices sédentaires – dans ce contexte, on parle souvent du group des Peuls dont le nombre est similaire que le nombre des Touaregs. Et cinquièmement, c'étaient surtout les deux grandes périodes de sécheresse de 1968 jusqu'à 1973 et de 1983 jusqu'à 1985 (et pas la discrimination), qui a détruit 80 % des troupeaux et, en conséquence, a forcé beaucoup des Touaregs dans la migration vers l'Algérie, la Libye et la Côte d'Ivoire.

Dit autrement: A la place de reproduire les stéréotypes fatals (qui viennent surtout des bellicistes des deux côtés) en Europe, il faudrait plutôt considérer l'histoire entière de ce conflit au début de laquelle il y a deux faits essentiels: D'un côté la partition selon les frontières nationales du territoire où les Touaregs avaient habité et circulé depuis des siècles (sur le territoire de l'ancien empire colonial français) – inclu des nombreuses mesures qui ont gravement compliqué l'économie d'élevage nomade. D'autre côté le fait que en 1960, d'avoir des esclaves noir(e)s était encore très commun parmi les castes supérieures des Touaregs (avec des conséquences pour les structures sociales qui persistent jusqu'à nos jours). De cette situation énormément conflictuelle il s'est développé, pendant les décennies depuis 1963, un conflit permanent, pas seulement au Mali mais aussi dans des pays voisins, avec des conséquences extrêmement cruelles, surtout pour la population civile. Prenant la situation actuelle en considération, ça veut dire que toutes les facettes du dynamique conflictuel récent devraient être considérées également – au faveur de la simplicité, voici la suite chronologique: Premièrement que en Janvier 2012, le MNLA, au nom de beaucoup de gens Touareg qui n'étaient jamais demandés de leur opinion, avait commencé une guerre civile, cherchant la coalition avec des groupes islamistes, ce qui, en conséquence, a manœuvré tout le Mali au bord du gouffre. Deuxièmement que pendant les premiers mois de la guerre entre le MNLA et l'armée malienne, il y avait des nombreux actes d'exécution, de pillage et de viol contre la population non-Touareg, cependant le vrai origine de ces actes n'est pas encore totalement clarifié. Troisièmement que, depuis le début de l'intervention française, entre autres à Sévère, Mopti, Niono et Douentza, plusieurs de Touaregs et de gens d'origine arabe étaient assassiné(e)s (en disant qu'ils/elles étaient des islamistes, des rebelles d'MNLA ou des collaborateurs), cependant aussi dans ces cas, c'est pas encore clair à quel niveau c'était l'armée malienne, des milices paramilitaires ou les bandes locaux qui étaient responsables pour ces actes. Quatrièmement qu'en beaucoup de lieux – entre autres à Gao et Tombouctou – il y avait des pillages et des exactions contre des Touaregs et des Malien(ne)s arabes, aussi dans ces cas souvent sous prétexte d'accusation de collaboration. Et cinquièmement que à cause de tout ça, des milliers de gens se sont fuit(e)s depuis la fin du Janvier 2013, la plupart d'entre eux à cause de la peur d'exactions, surtout de côté de l'armée malienne.

En principe, ça devrait être clair que aucun de ces incidents ne justifie n'importe quelle sorte d'exactions. Encore plus comme les expériences du conflit qui est dégénéré en violence massive la dernière fois en 1994 font partie de la mémoire collective de tous les côtés, de façon qu'il y a effectivement le danger d'un conflit selon des idéologies ethniques. Quand même, beaucoup de Malien(ne)s noir(e)s contestent clairement, par exemple le maire de Tombouctou qui disait: „Moi, je suis Peul, mais je ne peux pas vivre sans les Arabes et sans les Touaregs.“ Dans ce contexte, des prises de position simplistes sur ce conflit apparaissent d'être vraiment déplacées. En tout cas, c'est beaucoup plus approprié de soutenir tou(te)s ces acteurs (il y a des raisons de penser qu'ils représentent la majorité des gens au Mali) qui s'engagent pour un Dialogue et pour un équilibre des intérêts – ce qui nous mène à parler du projet mentionné avant de la „Marche Blanche“ qui était originalement initiée en Novembre 2012 par la section malienne d'Afrique-Europe-Interact. Comme selon ses protagonistes, la clé pour une paix durable soit l'ouverture d'un double dialogue: Tout d'abord avec ces membres de la population Touareg au nord qui se voient représenté(e)s ni du groupe islamiste de Ancar Dine ni du MNLA laïque. C'est la seule chance à finalement marginaliser les islamistes au niveau social et

politique et réussir graduellement à les renverser pendant que un vrai proces de réconciliation entre les Touareg et la société Malienne serait commencé. Rappelons-nous que la-dessus, prenant comme point de départ le fameux „brûlage des armes de Tombouctou“ – la „flamme de la paix“ (1996) – il y avait déjà des expériences importantes dans l'histoire récente. Dans ce sens, la marche blanche s'adresse aussi à la population entière, simplement supposant que une entente durable soit à la fin seulement possible si tous les groupes soient à table. Dans ce sens, il y a une relation familiale entre un dialogue pour la paix au nord et les concertations nationales.

### **Qu'est-ce qu'on devrait encore discuter...**

La situation actuelle au Mali est très complexe, dans ce sens on veut à la fin au moins donner une brève vue globale sur tous les aspects qu'on n'a pas traité dans cette déclaration:

- Premièrement que l'escalade de la situation au Mali devrait être considérée comme une conséquence directe des événements à la Libye (inclu l'intervention de l'OTAN), surtout du licenciement fatal des dépôts d'armes que Ghaddafi pouvait accumuler entre autres à cause des affaires fatales avec les entreprises européens.
- Deuxièmement que, malgré que la France a rétrospectivement reçu l'accord du Conseil de la Sécurité de l'ONU, l'intervention n'était quand même pas couverte par la décision originale de l'ONU.
- Troisièmement que l'Émirat de Qatar et aussi l'Arabie Saoudite agissent comme des financiers importants pour les islamistes au nord du Mali, mais en même temps, ils entretiennent une proche coopération avec les puissances occidentales et avec l'OTAN dans des intérêts géostratégiques essentiels et en plus, ils sont des investisseurs financiers influents – comme Qatar en France.
- Quatrièmement que les incidents au Mali ont montré comment seulement 3000 rebelles peuvent manœuvrer un pays de 15 millions d'habitants au bord du gouffre si celui-ci n'a aucune armée qui fonctionne. Dans ce sens, il se pose, d'une perspective antimilitariste, la question quelle position politique on va prendre sur la demande de tous les acteurs politiques au Mali qui réclament le droit d'autodéfense militaire.
- Cinquièmement que des grandes parties de la population malienne ont félicité l'intervention pour des raisons bien compréhensibles – une situation qu'on ne devrait pas ignorer malgré toute critique contre l'intervention militaire française, mais considérer explicitement dans le travail politique ici.

(1) A cause de l'intervention militaire et de l'état d'urgence présent, la marche devait être rapportée d'au moins six à huit semaines.

(2) Cette prise de position est la version raccourcie d'une résolution publiée par l'Afrique Europe Interact le 7 Février.

Auteur: Afrique-Europe-Interact est un petit réseau transnational qui était créé à la fin de 2009. Il y participent des activistes à la base, surtout au Mali, au Togo, en Allemagne, en Autriche et aux Pays Bas – parmi eux des nombreux réfugié(e)s, migrant(e)s et expulsé(e)s. Plus d'information sur: [www.afrique-europe-interact.net](http://www.afrique-europe-interact.net)